

du traité bon nombre d'ogives stratégiques (d'autant plus que se profilait à l'horizon la possibilité d'une entente sur les SLCM). Le communiqué de la réunion précisait que les SLCM feraient l'objet de déclarations séparées, « politiquement exécutoires », applicables pendant toute la durée du traité START, mais sans spécifier la nature de ces déclarations. On sait de source officielle que les parties ont également convenu d'échanger une fois par année leurs plans de production de SLCM pendant cinq ans, même si elles ne sont pas tombées d'accord sur la portée des missiles à inclure dans la déclaration. La perspective d'une entente prochaine sur les SLCM a donc confirmé la concession des Soviétiques au Wyoming. Que la déclaration « politiquement exécutoire » ait ou non fait état d'un plafond imposé pour le nombre de SLCM, il était évident que ces armes allaient constituer une autre catégorie d'armes nucléaires non concernée par le plafond des 6 000 ogives.

On a également enregistré de considérables progrès au chapitre des missiles balistiques. Il a été décidé que les missiles stockés, mis à l'essai en version mobile, seraient assujettis aux limites, mais que les autres missiles non déployés ne le seraient pas. Quant aux données chiffrées, même si la discussion des détails a été renvoyée aux instances de Genève, les deux parties ont convenu d'un régime de « non-refus » strictement réservé aux essais de missiles balistiques et non, comme les Soviétiques l'avaient déjà demandé, aux essais de missiles de croisière également.

Dans la mesure où il restait encore une rencontre ministérielle avant le sommet de juin à Washington, les deux parties ont donc conclu leur réunion de février à Moscou avec la perspective d'un traité START. Il restait d'importantes questions à régler, dont les limites imposées au déploiement de missiles mobiles et la proposition américaine d'interdiction des essais en vol de missiles lourds. Même si peu de gens croyaient que le traité serait prêt pour le sommet de 1990, les deux parties semblaient déterminées à trouver un terrain d'entente pour bon nombre de questions afin de pouvoir signer un texte vers la fin de 1990.

LES NÉGOCIATIONS START ET L'IDS

Les efforts déployés en 1989 pour parvenir à un traité START se sont accompagnés à Genève d'une négociation parallèle sur les systèmes de défenses antimissiles balistiques. Comme pour les négociations START, toutefois, les décisions des États-Unis quant à la faisabilité et au bien-fondé des technologies de la Guerre des étoiles promettaient d'avoir autant d'influence sur l'issue des pourparlers que les négociations de Genève en avaient eu.

En janvier 1989, le président Reagan a demandé dans son dernier budget l'autorisation de consacrer 5,9 milliards de dollars à l'IDS pour pouvoir prendre une décision anticipée sur la mise en place d'un système de défense antimissiles balistiques de première génération. Telle est exactement la description faite par le général Abrahamson, chef du Bureau de l'IDS jusqu'à sa retraite en février 1989, dans son rapport final sur le programme de l'IDS. M. Abrahamson envisageait dans son rapport une défense à deux couches lors

de la première phase de déploiement. Mais alors qu'on s'était concentré jusque-là sur l'éventualité d'un système laser à rayons X spatial à pompage nucléaire, Abrahamson a fait valoir que le système spatial serait fondé sur le concept des *galets futés* — de petites fusées équipées de systèmes de guidage intégrés (on en placerait quelque dix mille en orbite pour intercepter en vol les missiles balistiques).

Pour Abrahamson et d'autres tenants du concept des *galets futés*, le système présentait le grand avantage d'être soi-disant moins coûteux que d'autres systèmes. Aux *galets futés*, on ajouterait un système intercepteur basé au sol pour la défense en phase à mi-parcours et pour la défense en phase terminale contre les missiles et les indispensables systèmes de gestion de la bataille. Abrahamson estimait que cette défense antimissiles coûterait aux alentours de 50 milliards de dollars US — soit autant, par exemple, que le programme des bombardiers B-2. Il a également laissé entendre qu'il faudrait deux ans pour confirmer la faisabilité du concept des *galets futés*, et cinq autres années pour déployer le système.

Mais ni le Congrès, ni le nouveau gouvernement Bush ne partageaient cet optimisme. En avril, dans la version révisée du budget de la défense soumis au Congrès, les autorités américaines demandaient 4,6 milliards de dollars US pour l'IDS, cette somme ayant par la suite été ramenée à 3,1 milliards par le Congrès. Le président lui-même a déclaré en public continuer de souscrire entièrement au principe de la défense antimissiles balistiques, mais M. Cheney, secrétaire à la Défense, comme le général des forces de l'air Monahan, le nouveau directeur de l'IDS, ont tiré plusieurs sonnettes d'alarme. Les *galets futés* étaient promis, disait-on, à un « brillant avenir », mais pour les prochaines années, on allait se contenter surtout de vérifier le bien-fondé du concept. Le programme d'essai des *galets futés* supposait, par ailleurs, qu'il n'y aurait pas de conflit avec les termes du Traité ABM jusqu'en 1994. Le gouvernement Bush pouvait donc continuer d'appuyer l'IDS, mais en axant davantage les efforts sur la recherche. Même si elle n'avait pas renoncé à dire que le Traité ABM ne devrait pas entraver le déploiement d'une défense antimissiles balistiques éprouvée, la nouvelle direction américaine semblait résolue à continuer de respecter le texte en question pendant plusieurs années au moins, même dans son sens « étroit ».

Peut-être influencés par l'évolution de la situation interne aux États-Unis, les Soviétiques ont cessé d'insister aussi lourdement sur le lien entre les réductions START et le respect du Traité ABM dans le cadre des négociations de 1989 sur les armes spatiales. Au terme de la onzième série de négociations, en août 1989, le négociateur en chef pour l'URSS, M. Yuri Nazarkin, a réitéré la position de son gouvernement, à savoir qu'il « ne pouvait y avoir une réduction de 50 p. 100 des armes stratégiques offensives que si l'on ne plaçait aucune arme dans l'espace extra-atmosphérique et si le Traité ABM était respecté ». Mais à l'occasion du sommet dans le Wyoming, Chevardnadze a semblé indiquer un virage important dans la politique soviétique en dissociant les deux questions. Alors que les négociateurs avaient jusqu'à présent cherché à rédiger un nouveau traité ou accord en vertu duquel les deux parties